

DETTE PUBLIQUE

La dette publique cumulée est l'un des indicateurs clés pour évaluer la viabilité des finances publiques. Si l'on fait abstraction des acquisitions nettes d'actifs financiers, les variations de la dette publique au fil du temps donnent la mesure des déficits publics.

Le rapport dette publique/PIB, qui correspond au montant total de la dette brute des administrations publiques d'un pays exprimé en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), est l'un des indicateurs de la santé d'une économie.

Définition

La dette est communément assimilée à un sous-ensemble d'éléments de passif défini en fonction des types d'instruments financiers qui y sont inclus ou qui en sont exclus. En règle générale, la dette correspond à l'ensemble des passifs donnant lieu, à une ou plusieurs échéances données, à un ou plusieurs versements de la part du débiteur au profit du créancier, au titre du remboursement du principal et du paiement d'intérêts.

En conséquence, tous les instruments de dette sont des éléments de passif, mais certains d'entre eux, comme les actions, les participations et les produits financiers dérivés, n'entrent pas dans la composition de la dette. On obtient donc le montant de la dette en additionnant les éléments de passif suivants, pour autant qu'ils figurent au bilan financier des administrations publiques : numéraire et dépôts ; titres autres qu'actions, à l'exclusion des produits financiers dérivés ; crédits ; réserves techniques d'assurance ; autres comptes créditeurs. La plupart des instruments de dette sont évalués aux prix du marché.

En bref

En 2012, 17 pays de l'OCDE ont enregistré des rapports dette/PIB supérieurs à 60 %, contre 12 en 2007, les rapports les plus élevés étant ceux de la Grèce (164 %), de l'Italie (142 %) et du Portugal (128 %). Le Japon était en tête en 2011, dernière année pour laquelle des données étaient disponibles, avec 228 %. En 2012, les rapports dette/PIB les plus faibles ont été relevés en Estonie (13 %) et au Chili (19 %).

C'est en Irlande que le rapport dette/PIB a le plus augmenté entre 2007 et 2012 (97 points de pourcentage), pour atteindre 125.8 % en 2012. Les autres pays ayant subi un accroissement considérable, de plus de 50 points de pourcentage, du rapport dette/PIB sur la période 2007-12 sont le Royaume-Uni (54.1 points de pourcentage), le Portugal (52.3 points de pourcentage) et l'Espagne (50.0 points de pourcentage). En Norvège, en revanche, l'endettement public a reculé, en pourcentage du PIB, de 22.2 points entre 2007 et 2012.

La hausse rapide de l'endettement depuis 2007 traduit les effets de la crise sur les administrations des pays du monde entier, notamment la contraction des recettes fiscales, l'aggravation des déficits budgétaires et le coût des mesures prises par les pouvoirs publics pour venir en aide au système financier.

Comparabilité

La comparabilité des données sur la dette des administrations publiques peut varier d'un pays de l'OCDE à l'autre en fonction de la définition du secteur public. Le degré de consolidation dans le secteur public peut également avoir des répercussions sur la comparabilité des données entre les pays de l'OCDE. L'indicateur est tiré des données consolidées pour l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exception du Chili, de la Corée et du Japon.

La situation des engagements des administrations publiques au titre des retraites de leurs salariés et la manière dont ces engagements sont traités dans les comptes nationaux diffèrent d'un pays à l'autre, ce qui nuit à la comparabilité internationale des dettes publiques. En particulier, selon le *Système de comptabilité nationale* (SCN) de 1993, seule la composante des régimes de retraite des fonctionnaires financée par capitalisation devrait être intégrée dans les engagements des administrations publiques. En revanche, le SCN de 2008 reconnaît l'importance des engagements des employeurs au titre de leurs régimes de retraite, qu'ils soient financés par capitalisation ou par répartition. En ce qui concerne les pensions dues par les administrations publiques à leurs salariés, les pays font preuve d'une certaine flexibilité dans la comptabilisation des engagements non capitalisés. Quelques pays de l'OCDE, à savoir l'Australie, le Canada, les États-Unis, l'Islande et la Suède, prennent en compte certains engagements non capitalisés liés aux retraites des fonctionnaires dans la dette des administrations publiques. Pour ces pays, on ajuste le rapport dette publique/PIB en excluant de la dette brute les engagements non capitalisés liés aux retraites afin d'obtenir une meilleure comparabilité entre les pays de l'OCDE.

Tous les pays ont adopté le SCN de 1993, à l'exception de l'Australie, du Canada et des États-Unis qui appliquent le SCN de 2008.

Sources

- OCDE (2013), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Dette de l'administration centrale : Annuaire statistique*, Éditions OCDE.

Methodological publications

- OECD, et al. (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.

Sites Internet

- Statistiques financières, www.oecd.org/fr/std/stats-fin.


Dettes des administrations publiques

En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Allemagne	60.9	60.2	62.6	66.0	69.1	71.7	69.8	65.7	69.8	77.4	86.0	85.6	88.5
Australie	36.2	34.7	33.6	30.9	29.0	27.7	26.8	25.8	27.8	35.5	39.5	43.9	56.5
Autriche	70.8	71.7	72.8	71.1	70.6	70.6	66.0	62.4	67.2	73.1	78.0	79.8	85.3
Belgique	113.6	111.9	108.2	103.3	98.2	95.9	91.6	87.9	92.7	99.8	99.6	102.1	104.2
Canada	104.7	105.1	103.7	98.7	94.2	93.0	91.4	86.3	90.8	104.6	106.2	109.9	112.3
Chili	..	..	..	..	..	17.4	14.1	12.2	12.4	13.4	15.6	18.3	18.6
Corée	..	..	19.2	19.7	23.3	25.5	28.6	28.7	29.9	33.3	34.2	35.8	37.6
Danemark	..	..	..	56.6	53.6	45.4	41.0	34.3	41.4	49.3	53.1	59.9	59.3
Espagne	66.6	62.0	60.4	55.4	53.5	50.8	46.3	42.4	47.8	62.8	67.8	78.2	92.4
Estonie	6.8	6.7	7.6	8.4	8.6	8.2	8.0	7.3	8.5	12.6	12.4	9.6	13.3
États-Unis	61.5	63.9	70.5	71.4	79.1	78.1	75.6	75.8	91.9	105.0	115.3	120.6	122.5
Finlande	52.5	50.1	49.7	51.1	51.3	48.5	44.7	40.4	39.7	51.5	57.0	58.6	64.4
France	67.9	67.2	70.7	75.2	77.1	78.9	73.9	73.0	79.2	91.4	95.5	99.2	109.3
Grèce	116.3	118.4	116.9	110.7	113.1	114.9	120.4	117.8	121.3	137.9	130.2	108.8	164.2
Hongrie	62.0	59.9	60.9	61.9	65.2	68.5	72.1	73.0	76.5	86.0	87.4	86.5	89.7
Irlande	40.2	37.1	35.4	34.1	32.7	32.7	28.7	28.4	49.2	70.1	87.3	102.3	125.8
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	97.4	101.6	107.0	104.9	102.3	90.4	88.1	87.6	89.9	86.7	84.2	..
Italie	123.9	123.1	121.8	119.3	119.7	122.5	121.3	116.4	118.8	132.1	130.8	123.8	141.7
Japon	141.5	151.4	161.8	172.3	178.8	180.2	180.0	180.0	184.2	207.3	210.6	228.0	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	11.5	11.3	19.3	19.2	26.1	26.3	30.2
Mexique	31.1	31.2	33.2	32.7	31.0	31.2	28.9	28.2	30.1	37.7	..	..	..
Norvège	32.6	31.9	39.4	48.8	50.7	47.6	58.7	56.6	55.2	49.0	49.3	33.9	34.4
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	63.9	59.4	60.3	61.4	61.9	60.7	54.5	51.5	64.8	67.6	71.9	76.2	82.7
Pologne	45.4	43.8	55.0	55.6	53.3	54.1	54.2	50.4	55.5	57.6	61.4	61.6	63.0
Portugal	62.4	64.2	68.0	70.2	73.5	77.7	77.5	75.5	80.8	94.0	98.1	97.2	127.9
République slovaque	58.6	57.2	49.9	48.3	45.9	37.4	35.0	33.5	32.2	40.4	45.9	48.3	56.9
République tchèque	25.1	29.3	31.5	33.2	33.0	32.7	32.5	30.9	34.3	40.8	44.7	47.8	55.7
Royaume-Uni	45.8	41.0	41.7	42.0	44.2	46.4	46.0	46.9	57.3	72.1	81.6	97.0	101.0
Slovénie	..	33.6	34.7	34.1	34.9	34.0	33.8	29.5	28.8	43.3	47.5	51.0	61.1
Suède	64.0	62.0	61.8	60.4	59.9	60.6	54.0	49.2	47.8	51.5	48.8	49.2	48.7
Suisse	56.0	55.3	61.5	60.5	61.0	59.1	52.8	52.8	48.3	47.4	46.1	46.2	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039787>
Dettes ajustées des administrations publiques, hors engagements de retraite non-capitalisés

En pourcentage du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Australie	19.7	18.1	16.8	13.9	13.2	11.9	11.1	11.1	12.8	17.7	21.6	26.4	30.7
Canada	85.9	87.7	86.8	82.4	78.5	77.8	76.8	72.0	76.7	89.6	91.6	95.8	98.4
Suède	63.7	61.7	61.5	60.1	58.7	59.4	52.7	47.7	46.1	49.6	46.8	47.0	46.3
États-Unis	53.0	53.0	55.4	58.5	65.5	64.9	63.6	64.0	72.8	86.0	94.8	99.0	102.4

 StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039806>



Extrait de :
OECD Factbook 2014
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2014-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Dette publique », dans *OECD Factbook 2014 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2014-85-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.